



**PRÉFET
D'INDRE-
ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26 rue des Ailes
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 21/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AXEREAL

36 rue de la Manufacture
CS 40639
45160 Olivet

Références : 2025-0767
Code AIOT : 0010003934

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/11/2025 dans l'établissement AXEREAL implanté La Gare 37310 Reignac-sur-Indre. L'inspection a été annoncée le 17/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 20/11/2025 fait suite à l'incident du 17/11/2025 relatif à un départ d'incendie sur le séchoir du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AXEREAL
- La Gare 37310 Reignac-sur-Indre

- Code AIOT : 0010003934
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société AXEREAL exploite sur le territoire de la commune de Reignac-sur-Indre, un complexe céréalier comportant notamment des installations de stockage en vrac de céréales réparties en trois silos.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie
- Risque surpression/projection
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Classement administratif des activités de séchage	Code de l'environnement du 20/11/2025, article R511-9	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Déclaration de l'accident/incident du 17/11/2025	Code de l'environnement du 20/11/2025, article R.512-69 – 1er alinéa	Sans objet
3	Transmission du rapport d'accident/incident du 17/11/2025	Code de l'environnement du 20/11/2025, article R.512-69 – 2e alinéa	Sans objet
4	Prévention des pollutions accidentelles	AP Complémentaire du 21/04/2006, article 10	Sans objet
5	Moyens de lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 21/04/2006, article 26	Sans objet
6	Surveillance et formation	AP Complémentaire du 21/04/2006, article 22	Sans objet
7	Consignes et	AP Complémentaire du 21/04/2006,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	nettoyage	article 23	
8	Vérification électrique	AP Complémentaire du 21/04/2006, article 12.2	Sans objet
9	Aires de chargement	AP Complémentaire du 21/04/2006, article 20	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Classement administratif des activités de séchage

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 20/11/2025, article R511-9
Thème(s) : Situation administrative, Classement nomenclature ICPE
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site de Reignac-sur-Indre est classé entre autres au régime de la déclaration au titre de la rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Cependant, les activités de séchage de céréales exploitées sur le site sont exclues du champ de la rubrique 2910 depuis la parution du décret n°2018-704 du 3 août 2018 modifiant la nomenclature des installations classées. Elles relèvent désormais de la rubrique 2160 pour laquelle le site est également classé, au régime de l'autorisation.</p> <p>Conclusion : L'écart suivant est constaté : le classement administratif des activités de séchage exploitées sur le site de Reignac-sur-Indre n'est pas à jour.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant déposera un dossier de porter à connaissance en préfecture pour modifier le classement des activités de séchage exploitées sur le site de Reignac-sur-Indre. Le dossier inclura le descriptif détaillé du séchoir du site (fonctionnement, conditions d'exploitation, mesures de prévention des risques, etc.). Une copie du dossier de porter à connaissance sera transmise à l'inspection des installations classées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 4 mois

N° 2 : Déclaration de l'accident/incident du 17/11/2025

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 20/11/2025, article R.512-69 – 1er alinéa
Thème(s) : Risques accidentels, Accident / Incident
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation classée soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.
Constats : Par courriel du 17/11/2025 à 12h04, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées d'un incident survenu le matin même sur le site de Reignac-sur-Indre, et toujours en cours au moment de l'information. L'incident concerne un départ d'incendie sur le séchoir à grains du site, lors d'une opération de séchage de sorgho. Le séchoir a été mis en sécurité et les pompiers ont été prévenus rapidement pour maîtriser le départ d'incendie. Durée totale : environ 6h.
Conclusion : Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Transmission du rapport d'accident/incident du 17/11/2025

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 20/11/2025, article R.512-69 – 2e alinéa
Thème(s) : Risques accidentels, Accident / Incident
Prescription contrôlée : Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
Constats : Le 20/11/2025, suite à la visite d'inspection du site, l'exploitant a effectué la démarche en ligne de déclaration d'incident relative au départ d'incendie sur le séchoir du site de Reignac-sur-Indre

survenu le 17/11/2025. Un lien sera transmis si besoin à l'exploitant pour le dépôt d'un rapport d'analyse de l'incident conformément à l'article R.512-69 du Code de l'environnement.

Le déroulé de l'incident détaillé est inclus dans la déclaration de l'incident effectuée par l'exploitant et est conforme aux informations présentées lors de la visite d'inspection.

Déroulé :

- 10h15 : mise en route du séchoir pour une opération de séchage d'environ 90 t de sorgho (céréales reçues sur site le matin même).
- 10h30 : déclenchement d'une alarme suite au relevé d'une température de 63° sur une sonde air usé inférieure. Actions de l'exploitant : arrêt séchoir (brûleurs et ventilateurs), coupure gaz, fermeture volet et extracteur. Constatation d'un dégagement de fumées.
- 10h40 : appel des pompiers, et des responsables exploitation, SSE.
- 10h47 : échange entre le responsable de site et de région, décision d'ouverture de la trappe vide vite. 50 t de sorgho ont pu être extraits.
- 10h50 : arrivée des pompiers. Etude de la situation entre pompiers et responsable de site. Fourniture des plans des circuits de manutentions pour bien comprendre le cheminement des flux. Ouverture porte basse inférieure colonne d'air usé séchoir. Constatation flammes sortie dièdres niveau directement inférieur à celui du brûleur inférieur. Aspersions / pulvérisation à l'eau par les pompiers.
- 11h : Intervention GRDF pour coupure réseau gaz sur demande des pompiers. Présence également de Enedis pour intervention si besoin.
- 12h02 : premier point chaud maîtrisé.
- 12h30 : en accord avec les pompiers, décision d'évacuer le reste de la colonne du séchoir, environ 40 t, par extraction avec manutention. Circuit sélectionné : TCreprise séchoir + Elévateur 4 en direction du boisseau CC4 + vidange boisseau par camion sur place. Céréales vidées ensuite dans la cour sous surveillance pompiers. Les aspirations ont été désaccouplées sur TCreprise séchoir + El 4 haut et bas pour confiner au maximum la matière.
- 13h30 : début vidange. Au cours de la vidange, le point chaud de 10h50 s'est réactivé. Arrêt de la vidange --> aspersion eau + contrôle par caméra thermique.
- 14h : reprise de la vidange et vidange également du boisseau en extérieur.
- 14h15 : séchoir entièrement vidé, contrôle pompiers de la structure avec caméra thermique pour vérification.
- 15h30 : vérification par les pompiers des installations du site.
- 16h10 : fin d'opération des pompiers.
- Surveillance par le personnel du site jusqu'à 19h.

Les consignes et procédures d'exploitation de sécurité ont été respectées (voir fiche de constat n°7).

Le séchoir du site ne pourra plus être réutilisé pour cette campagne (quelques dièdres ont été déformés lors de l'incident).

Conclusion :

Pas d'écart constaté.

Avant toute remise en service des installations de séchage :

- l'exploitant procédera au nettoyage complet du séchoir atteint par l'incendie (opération en cours au jour de l'inspection et réalisée par la société France Entretien).
- l'exploitant réalisera une vérification complète de l'intégrité du séchoir et des équipements connexes (capteurs, médias filtrants, installations électriques, etc.).
- l'exploitant procédera au remplacement des éventuels équipements défectueux.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Avant toute remise en service des installations de séchage :

- l'exploitant procédera au nettoyage complet du séchoir atteint par l'incendie (opération en cours au jour de l'inspection et réalisée par la société France Entretien).
- l'exploitant réalisera une vérification complète de l'intégrité du séchoir et des équipements connexes (capteurs, médias filtrants, installations électriques, etc.).
- l'exploitant procédera au remplacement des éventuels équipements défectueux.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/04/2006, article 10

Thème(s) : Risques accidentels, Accident / Incident

Prescription contrôlée :

Des dispositions doivent être prises pour qu'il ne puisse pas y avoir, en cas d'accident (rupture de récipient, cuvette, eaux et / ou produits d'extinction consécutifs à un incendie), déversement de matières dangereuses dans les égouts publics ou le milieu naturel. Leur évacuation éventuelle après un accident doit se faire, comme des déchets, dans les conditions prévues ci-après.

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 20/11/2025, l'exploitant a indiqué que l'incident du 17/11/2025 n'avait pas généré beaucoup de déchets, la grande majorité des céréales présentes dans le séchoir ayant pu être récupérées. Les pompiers ont utilisé de l'eau d'extinction sans ajout d'émulseur lors de leur intervention.

La société France Entretien était présente sur site le jour de l'inspection pour le nettoyage du séchoir.

Conclusion :

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/04/2006, article 26

Thème(s) : Risques accidentels, Défense incendie

Prescription contrôlée :

Les silos doivent être pourvus en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger, notamment :

- d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux, ...) publics ou privés dont un est implanté à 200 mètres au plus du danger, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre ; sauf justifications contraires cette capacité ne pourra être inférieure à un débit d'eau correspondant à 120 m³/heure pendant 2 heures, en cas de recours au réseau public, l'exploitant s'assure par des essais réguliers de la disponibilité de cette ressource au débit et à la pression nécessaires ;
- d'extincteurs adaptés, répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des dangers spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles ;
- l'exploitant doit pouvoir disposer des agents d'extinction appropriés (émulseurs notamment) dans des délais compatibles avec une intervention.;
- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local.

Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques. [...]

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 20/11/2025, il a été constaté l'absence d'un dispositif d'extinction automatique au niveau du séchoir. La visite de site a permis de confirmer la présence d'une colonne sèche en capacité de pouvoir amener l'eau sous pression jusqu'en partie haute du séchoir. Un panneau d'identification est présent, permettant d'identifier facilement la colonne sèche depuis l'extérieur du séchoir. L'exploitant a présenté en séance le rapport établi par la société EUROFEU suite au contrôle du 09/04/2025 portant sur les 4 colonnes sèches du site (3 colonnes sèches sur les silos et 1 colonne sèche sur le séchoir). Ce rapport indique le bon état de l'ensemble des colonnes sèches du site.

Le poteau incendie le plus proche du site est situé dans la rue de la gare qui assure l'accès aux installations. Ce poteau est situé à moins de 200 m du site.

Le séchoir n'est pas équipé d'une détection incendie. Toutefois, toutes les détections d'anomalies au niveau des sondes de température provoquent automatiquement l'arrêt des brûleurs et le déclenchement d'une alarme sonore (présente sur le séchoir et sur le silo). L'arrêt automatique du brûleur et l'alarme sonore se sont correctement déclenchés lors de l'incident du 17/11/2025.

En cas d'incident, le grain présent dans la colonne de séchage peut être évacué rapidement grâce à l'actionnement d'une trappe "vide vite", permettant la vidange rapide. La manutention existante permet également d'évacuer le grain de la colonne de séchage vers un circuit dédié. Lors de l'incident du 17/11/2025, la trappe "vide vite" a correctement été déclenchée et le circuit vers le boisseau CC4 a été sélectionné pour l'évacuation du grain restant (qui ont ensuite été étalées dans la cour sous contrôle des pompiers).

Conclusion :

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Surveillance et formation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/04/2006, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitation se fait sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité. Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement, et notamment aux poussières. Cette formation fait l'objet d'un plan formalisé. Elle est mise à jour et renouvelée régulièrement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'incident du 17/11/2025 les activités de séchage étaient réalisées sous le contrôle de l'agent conseil appro collecte présent sur le site. Le responsable du site était également présent sur site. Ces deux personnes ont suivi une formation spécifique aux risques particuliers liés aux activités de séchage, et un rappel de formation a été effectué le 22/09/2025 (rappel du contenu du livret de séchage + démonstration des actions à entreprendre sur site).</p> <p>Conclusion : Pas de non-respect constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Consignes et nettoyage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/04/2006, article 23
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident. Des rondes régulières, selon une fréquence définie par l'exploitant, sont assurées par le personnel pour détecter un éventuel incendie, auto-combustion ou fermentation. Les consignes et procédures d'exploitation de sécurité sont tenues à jour, affichées dans les lieux fréquentés par le personnel et mises à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 20/11/2025, l'exploitant a présenté le livret de séchage du site de Reignac-sur-Indre (mis à jour en août 2025). Ce livret inclut les consignes générales ainsi que les consignes spécifiques à appliquer avant la campagne de séchage, pendant la campagne de séchage et en fin de campagne de séchage. Le livret de séchage rappelle également les risques</p>

associés aux activités de séchage des grains, ainsi que la conduite à tenir en cas d'incendie de séchoir. Les actions déroulées par l'exploitant lors de l'incident du 17/11/2025 sont cohérentes avec les consignes et procédures d'exploitation de sécurité. Les consignes "En cas d'incendie" et "Pour prévenir l'incendie" sont affichées dans le local technique d'exploitant du séchoir (local comprenant les réglages des consignes de température de séchage).

Préalablement au séchage, les céréales sont systématiquement nettoyées des impuretés en passant par un émotteur - épurateur.

L'exploitant a présenté en séance le cahier de séchage du site. Ce cahier permet de consigner les opérations d'exploitation réalisées sur le séchoir ainsi que le suivi des températures et humidités pendant le séchage. Le cahier de séchage est dûment complété par l'exploitant.

Le séchoir a été complètement nettoyé et vérifié avant la campagne de séchage le 06/08/2025 par la société SMES (Société de Maintenance et d'Equipements Séchoirs). Le rapport présenté en séance par l'exploitant confirme le contrôle du séchoir ainsi que la réalisation d'un essai de fonctionnement.

Le séchoir est complètement nettoyé entre le séchage de deux types de céréales. Le dernier nettoyage complet du séchoir a été réalisé les 07 et 08/10/2025 par la société Nord Access, avant la période de séchage du sorgho.

Le séchoir est équipé de 4 rampes de 4 sondes de températures, d'une sonde masse, et d'une sonde de haute température. Les informations sont reportées sur le tableau de commande du séchoir. La température des produits en cours de séchage est contrôlée toutes les 30 min par l'exploitant et consignée dans le cahier de séchage.

Conclusion :

Pas d'écart constaté.

Remarque : le maillage des sondes de température constaté sur site ne semble pas conforme aux préconisations du guide de l'état de l'art (minimum 1 sonde pour 4 m² de surface verticale de la colonne de sécheuse, dans le caisson d'air usé).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Vérification électrique

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/04/2006, article 12.2

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques d'incendie et d'explosion

Prescription contrôlée :

[...]

Les installations électriques, y compris celles des systèmes mobiles sont conçues, réalisées et contrôlées conformément au décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988, relatif à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes françaises ou européennes qui lui sont applicables. Il est remédié à toute défectuosité relevée dans les délais les plus brefs afin que le matériel reste en bon état et en permanence conforme à ses spécifications techniques d'origine.

[...]

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 20/11/2025, l'exploitant a présenté le dernier compte-rendu de vérification périodique des installations électriques du site Q18 établi le 03/04/2025 par la société DEKRA. Le rapport ne présente aucune observation et conclut que l'installation électrique du site

ne peut pas présenter de risques d'incendie ou d'explosion.
Conclusion : Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Aires de chargement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/04/2006, article 20
Thème(s) : Risques accidentels, Aires de chargement
Prescription contrôlée : Les aires de chargement et de déchargement des produits sont situées en dehors des capacités de stockage. Des grilles sont mises en place sur les fosses de réception. La maille est déterminée de manière à retenir au mieux les corps étrangers.
Constats : Lors de la visite d'inspection du 20/11/2025, les aires de chargement des produits présentaient un état de propreté et d'entretien satisfaisant. Les grilles mises en place sur les fosses de réception étaient en bon état.
Conclusion : Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite